



Alors que beaucoup croient le dossier classé, après les différentes auditions des personnalités impliquées dans ce scandale, l'heure des comptes arrive bientôt. Selon nos sources, toutes les personnalités (membres du gouvernement et fonctionnaires) et prestataires de services impliqués dans ce dossier brûlant vont bientôt voir leur sort scellé.

Le Covidgate n'est pas encore enterré. C'est le moins que l'on puisse dire. La justice prendra tout son temps pour faire toute la lumière sur **ce gros scandale de l'ère du Renouveau**. En effet, de sources concordantes suffisamment introduites, toutes les auditions ont été bouclées et les rapports adressés à qui de droit. Reste seulement le déclenchement de la suite qui devrait amener les personnalités impliquées dans ce dossier de rendre gorge. C'est donc dans cette foulée que nous apprenons de nos mêmes sources que **tous les fonctionnaires, prestataires de service et autres personnalités impliqués dans ce scandale à large spectre sont dès lors interdits de sortir du pays**. Bien plus, leurs passeports ont été retirés. Plus grave, **ceux dont l'implication a été établie de façon catégorique, c'est-à-dire, ceux qui sont mouillés jusqu'au cou ont vu leurs comptes scellés**. Ce qui veut dire que leur jour de liberté ne tient plus qu'à un fil. Confirmation s'il faut le dire qu'il y a le temps de la justice, mais aussi le temps du président de la République qui prend toujours soin d'apprécier à sa juste valeur, les contours de tels dossiers, avant de réagir. Et pour qui connaît bien **Paul Biya**, sa réaction sera à la hauteur des détournements opérés par cette bande de compatriotes sans foi ni loi qui ont voulu s'enrichir sur le dos des malheurs des Camerounais. Ils peuvent désormais déchanter, ceux-là qui avaient tôt crié sur tous les toits que Paul Biya allait abandonner ce dossier de la

gestion calamiteuse des fonds Covid surtout qu'une bonne partie provenait des allocations du **Fmi** pour la lutte contre cette pandémie.

Pour la petite histoire, le **Covidgate** est ce nom que la presse camerounaise s'est donné pour baptiser ce scandale de détournement des fonds destinés à la riposte contre la pandémie à coronavirus. Et c'est une synthèse d'un rapport de la **Chambre des comptes** qui a enflammé l'opinion. L'on pouvait alors savoir que la riposte camerounaise contre la pandémie à coronavirus a coûté 167,7 milliards de Fcfa. Des sommes dépensées dans le cadre de la première phase de la riposte en 2020. De ce rapport, l'on apprend également que ce sont 186,8 milliards Fcfa qui ont été mis à disposition. Et dans la gestion de cette manne dont 150 milliards de Fcfa provenaient du Fmi, la chambre des comptes indique que le ministre de la Santé publique, **Malachie Manaouda**, est le seul ministre ayant produit au **ministre des Finances** des rapports trimestriels sur sa gestion des fonds Covid. Seulement, le rapport accable sans réserve le ministre de la Santé publique accusé, d'avoir entre autres passé des marchés de médicaments pour 536 millions de Fcfa, sans indiquer où ces médicaments ont été stockés ; qu'un bâtiment qui a été mis à la disposition du gouvernement gratuitement pour les malades aura vu sa réfection coûter un milliard de Fcfa ; que la location du bâtiment dit **Orca** aura coûté jusqu'au 31 décembre 2020 1,041 milliard de Fcfa ; que c'est la société du Dg de Orca qui a gagné 2 marchés conclus pour les travaux de restructuration et l'aménagement et l'ameublement de ce centre pour une somme de 631,6 millions de Fcfa. Toujours sur le dos du ministre de la Santé publique, le même rapport lui impute le marché de l'hygiène et l'assainissement qui aura coûté 157 millions Fcfa et qui a été confié à une société créée en février 2020 et donc sans expérience au moment où les unités d'isollements construits dans 4 stades n'ont accueilli aucun patient Covid-19, mais qui aura coûté 841,2 millions Fcfa. Tout comme, le rapport signale l'achat de 4 ambulances non livrées confié à deux entreprises au prix de 55 millions Fcfa, soit le double du prix d'un autre concessionnaire de la place.

## JUSTIFICATIFS

Si le Covidgate n'a jamais été une affaire du seul ministre de la Santé publique, le rapport indique qu'au moins 96 fournisseurs non présélectionnés ont été attributaires des marchés des équipements et de prise en charge des patients Covid-19, et la mise à l'écart des comptes matière susceptibles, toujours selon le rapport, a permis de faciliter les détournements avec au bout du compte, un dépassement de 31,6 milliards Fcfa des crédits. **Le ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation** a également été mis à l'index. A ce sujet, le rapport indique que c'est l'**Impm** qui a reconditionné des médicaments achetés à l'étranger déjà conditionnés à 9 millions Fcfa pour faire croire que les médicaments ont été fabriqués localement. Ce qui a fait naître des soupçons de surfacturation. Comme cela a été le cas avec les 15,3 milliards Fcfa au profit de la société **Medeline Médical Cameroun S.A.** dans l'achat des tests. De sources généralement bien informées, 7 ministres devraient encore passer devant les enquêteurs du Tcs. Ceci, après la dernière audition de **Louis Paul Motaze**, ministre des Finances, et du Dg du Budget. Parmi ceux-ci, Mounouna Foutsou, ministre de la Jeunesse et de l'Education civique dont le passage était annoncé mardi dernier, et Jacques Fame Ndong, le ministre de l'Enseignement supérieur. Nos sources citent d'autres membres du gouvernement impliqués. Au finish donc, la Chambre des comptes recommandait l'ouverture de 14 procédures pour faute de gestion, une procédure pour gestion de fait et la transmission au ministère de la Justice de 12 dossiers susceptibles de revêtir une qualification pénale. C'est

sur ces entrefaites que le **Tribunal criminel spécial (Tcs)** a été saisi pour faire la lumière sur cette affaire. Pendant des jours, ministres (une vingtaine) et prestataires de services (environ 160) y ont défilé pour justifier de leur gestion des fonds Covid-19 mis à leur disposition. Et au Tcs, beaucoup ont eu maille à trouver des justificatifs. Ils doivent avoir déjà perdu le sommeil avec leurs comptes scellés et l'interdiction de sortir du pays à eux servis par les autorités compétentes.

Ce qui ne semble pas être le cas avec Mohamadou Dabo dont le nom a été abondamment cité dans ce scandale. Et pourquoi ? Tout le monde en convient aujourd'hui. Mohamadou Dabo aura été choisi pour fournir les tests dans un contexte particulier et fort complexe. Pour la petite histoire, l'ambassadeur de Corée du Sud en fin de séjour au Cameroun est reçu en audience au palais de l'Unité par le président de la République, quand l'alerte de la survenance du Covid-19 se généralise dans tous les pays. L'urgence de fourniture de ces tests dans notre pays se pose la Corée du Sud est le premier pays à voler à notre secours. D'ailleurs, elle se propose de nous faire un don de 900 000 tests gratuitement. C'est ainsi qu'après un coup de fil au **Premier ministre, Dion Ngute**, l'ambassadrice de Corée du Sud est reçue. Une commande de 3 millions de tests est aussitôt passée à la Corée du Sud par le gouvernement camerounais sur hautes instructions du président. Qui parmi les hommes d'affaires camerounais ayant une surface financière et une réputation établie pour bénéficier de la confiance des Coréens. Seul Mohamadou Dabo, d'abord parce qu'il est leur consul honoraire. Ensuite parce qu'il est l'homme de confiance des Coréens. C'est son entreprise que l'ambassadrice de Corée du Sud recommande aussi bien au président de la République qu'au Premier ministre comme la succursale de la société coréenne choisie pour livrer de toute urgence au Cameroun 3 millions de tests à fournir. Il convient aussi de signaler, selon nos sources, que sur les 600 sociétés ayant gagné les marchés de livraisons relatives aux fonds Covid19, une seule risque de se retrouver in fine dans de sales draps. Pourquoi ? Parce qu'après enquêtes, toutes les autres avaient déjà préalablement reversé dans les caisses publiques ce qui était apparu dans les premiers rapports, comme trop-perçus. Ceci, à l'insu des auteurs de ce rapport qui avait tôt fait de soulever la controverse et d'alarmer le président Paul Biya et l'opinion internationale.

## La Nouvelle